

**Union européenne - Déclaration de
M. Gabriel Attal, secrétaire d'Etat
auprès du ministre de l'éducation
nationale et de la jeunesse, à son
arrivée au Conseil éducation,
jeunesse, culture et sport
(Bruxelles, 26 novembre 2018)**

Q - Quel serait pour vous l'enjeu de cette réunion ?

R - C'est une réunion très importante, une réunion majeure puisque cela s'inscrit directement dans la continuité des propositions lancées par le président de la République dans son discours de la Sorbonne, il y a un peu plus d'un an : d'une Europe de l'éducation, d'une Europe de la jeunesse, avec des vecteurs très forts que sont la mobilité avec le programme Erasmus, les universités européennes (les appels à projet ont été lancés), la question du plurilinguisme et puis la question de l'engagement avec le corps européen de solidarité. C'est une étape importante, pour acter un certain nombre de points et engager la discussion avec le Parlement.

Q - Alors c'est une étape importante mais vous vous mettez d'accord sur l'architecture du corps européen, d'Erasmus Plus. Vous allez vous ensuite mettre d'accord sur le budget, comment on fait pour avancer sans avancer sur le nerf de la guerre ?

R - C'est effectivement important de se mettre d'accord sur une architecture, des objectifs, la France a un objectif de triplement du nombre de jeunes qui bénéficient de cette mobilité et son budget se traite dans les institutions prévues pour cela. Surtout, nous défendons l'idée que les questions budgétaires seront traitées après les élections européennes qui auront lieu en mai prochain et que le budget de l'Union européenne ne se traite pas avant les élections européennes. C'est la position que défend la France. On défend un objectif de triplement du nombre de jeunes en mobilité, ce qui est un objectif ambitieux, la question du budget sera traitée une fois que les électeurs se seront exprimés.

Q - Ce sont des programmes très importants pour les jeunes européens ? Il faut en parler avant les élections européennes, pourquoi ? Quel est le message ?

R - Je considère que la question de la mobilité des jeunes devra être centrale dans la campagne des élections européennes. Pourquoi ? Parce que si on veut agir pour l'avenir de l'Europe, il faut que les jeunes aujourd'hui prennent goût à l'Europe et puissent toucher du doigt ce qu'est l'Europe. Aujourd'hui, la mobilité européenne reste inégalitaire. Des progrès ont été accomplis mais le fait est que tous les jeunes, et notamment ceux qui ont moins d'opportunité, n'ont pas suffisamment accès à la mobilité dans l'Union européenne. Or, pour aimer l'Europe, encore faut-il pouvoir savoir ce que cela représente. Et les générations passées savent très bien ce qu'a apporté l'Union européenne en termes de maintien de la paix sur le continent européen. Les

jeunes générations, elles n'ont pas vécu ni la guerre, ni l'immédiat après-guerre. Il faut créer un nouveau sentiment d'appartenance à l'Union européenne.

Q - Et alors avec quels programmes ? Comment vous comptez corriger ces inégalités dont vous parlez ?

R - Aujourd'hui, dans le programme Erasmus+ la France a fait beaucoup d'effort. 39% de jeunes étudiants en mobilité sont boursiers sur critères sociaux. Nous travaillons également avec l'OFAJ, l'office franco-allemand de la jeunesse et avec le corps européens de solidarité pour accentuer ce mouvement. Nous serons très attentifs au fait que les jeunes ayant le moins d'opportunités puissent y accéder en priorité, parce qu'encore une fois, la mobilité européenne ne peut pas être un marqueur d'inégalités sociales, sinon on perd vraiment de vue l'objectif qui est le nôtre. Nous devons faire en sorte que tous les jeunes soient attachés au projet européen, et donc qu'ils puissent tous bénéficier de cette mobilité.

Q - Alors vous en parlez rapidement mais quels sont les Français qui en bénéficient de ce programme ? À quelle proportion bénéficient-ils de Erasmus+ et quels sont les projets pour le corps européen ?

R - Sur le programme Erasmus+, on est au niveau européen, à 9 millions de jeunes bénéficiaires. En France, on est à 80.000 étudiants, stagiaires, bénévoles pour être précis. Concernant le corps européen de solidarité, il y a un premier objectif de 100.000 jeunes qui pourront en bénéficier. Encore une fois, nous souhaitons le triplement du nombre de bénéficiaires afin d'arriver à plus de 300.000 bénéficiaires. Pour le corps européen de solidarité, la dimension européenne prime, elle s'incarne par le fait d'effectuer une mission d'engagement dans un pays européen ; et puis, il y a une dimension plus nationale, avec des missions en France ayant un rapport direct avec l'Union européenne./.